Discours rassemblement en hommage aux victimes de l'attentat terroriste raciste et islamophobe survenu le 23 octobre

2 novembre 2026

Mesdames et Messieurs les élus,

Chères Ivryennes, chers Ivryens,

Merci, tout d'abord, d'avoir répondu à cet appel à rassemblement en hommage aux victimes de l'attentat terroriste, raciste et islamophobe, survenu à Trappes et à La Verrière, le 23 octobre dernier. Merci, par votre présence, de témoigner de la solidarité des Ivryennes et des Ivryens avec les populations de ces deux communes, situées à quelques kilomètres d'ici.

Il y a quelques jours à peine, un terroriste d'extrême droite, Kevin Tessier, a mis à exécution son projet meurtrier visant des personnes noires, arabes ou de confession musulmane supposée. Au volant de sa voiture, il a ouvert le feu à plusieurs reprises sur des passants, tuant Pengo Bossio Wangi, âgé de 26 ans. Un jeune homme passionné de MMA, qui rêvait de faire carrière dans cette discipline. Nous ne pouvons qu'imaginer la douleur de sa famille, aujourd'hui endeuillée.

Le terroriste a également blessé cinq personnes, y compris une petite fille de 12 ans, encore à l'hôpital. La violence d'une arme de guerre s'est déchaînée sur l'espace public, autour de lieux que l'on pourrait qualifier d'une « cruelle banalité » : une aire de jeux pour enfants,

une maison de santé, une station-service… des endroits que chacune et chacun est appelé à fréquenter quotidiennement.

Les premiers éléments révélés par le procureur du Parquet national antiterroriste donnent à voir le rôle joué par l'idéologie d'extrême-droite dans les motivations du terroriste, qui a déclaré vouloir s'en prendre à des personnes, je le cite, « de type musulman ou nord-africain ».

Des dizaines d'autocollants portant la mention du RN ont été rapidement retrouvés à son domicile, qu'il avait méticuleusement piégé, ainsi qu'un exemplaire de *Mein Kampf*. Interrogé par les policiers, l'accusé a décrit Trappes comme « un repère islamiste ». Il déclarait avant son attentat que « l'extrême droite c'est (…) lutter contre l'invasion des étrangers ». Trois jours avant l'attentat, il avait d'ailleurs été interpellé pour avoir agressé un homme noir, dans une station-service.

Si Trappes et La Verrière ont été le théâtre de ces horreurs, ce n'est malheureusement pas un hasard. Depuis des années, Trappes et sa population, tout particulièrement, sont la cible d'injures, de campagnes de stigmatisation et d'attaques répétées des figures politiques et médiatiques de premier plan, et porte-parole des idées d'extrême droite.

Trappes s'est trouvée à l'épicentre de discours haineux qui banalisent, petit à petit, des propos racistes, islamophobes ; des propos qui normalisent dans le discours public, jour après jour, la stigmatisation d'une catégorie de citoyennes et de citoyens du fait de leur lieu de vie, de leur origine ou de leur religion supposée. Trappes, avec de nombreuses autres villes populaires, deviennent bien malgré elle l'objet de discours sur un « ennemi intérieur » fantasmé.

Tout ce travail de sape des valeurs républicaines, sur lesquelles repose notre société et notre démocratie, a trouvé il y a quelques jours une traduction dramatique. Et à ce propos, je tiens ici à saluer le courage et la dignité du Maire de Trappes, Ali Rabeh, dans cette terrible épreuve.

Notre rassemblement de ce soir est important, aussi, parce que nos adversaires, eux, ne désarment pas, après que le racisme a tué aveuglément à Trappes et La Verrière.

Il y a quelques jours, Madame Edwige Diaz, cadre du Rassemblement National, depuis peu présidente de groupe au Sénat, reprenait encore les propos tenus par Jordan Bardella en 2022, qui qualifiait Trappes de « République islamique en miniature ».

Plus inquiétant encore, ce venin de la discrimination, le projet de société qu'elle sous-tend, se répand partout dans le débat politique.

Ainsi d'un actuel candidat de la droite à l'élection présidentielle, M. Retailleau, alors Ministre de l'Intérieur, qui déclarait il y a un an, en plein meeting, « à bas le voile ! ».

Ainsi de la ministre chargée de la lutte contre les discriminations elle-même, Aurore Bergé, qui faisait il y a quelques semaines de la théorie complotiste du « grand remplacement » une simple opinion, à mettre en débat.

Ainsi d'une porte-parole du gouvernement, qui déclarait à propos des manifestations et des violences du 17 octobre : « ce sont les factieux et les racailles qui ont amené le pays dans cette situation »…

Le président de la République analyse l'attentat de Trappes et de La Verrière, je le cite, comme un « tournant pour notre République », qui serait le fruit de ce qu'il appelle un « racisme d'atmosphère ».

C'est, je crois, sous-estimer dangereusement le péril qui pèse aujourd'hui sur notre société, le racisme systémique qui la gangrène, et la violence qu'il peut provoquer. Car la longue liste des victimes du terrorisme motivé par le racisme et les idées d'extrême-droite ne débute pas le 23 octobre. En 10 ans, le Ministère de la Justice a déjà ouvert une vingtaine de procédures sur ce motif.

Rappelons-nous Federico Martín Aramburú, rugbyman assassiné en 2022 par deux membres d'une organisation d'extrême-droite dissoute par la justice, le GUD.

Rappelons-nous Djamel Bendjaballah, éducateur spécialisé assassiné en 2024 par un membre du groupuscule d'extrême droite « Brigade française patriote ».

Rappelons-nous Hichem Miraoui, coiffeur abattu de cinq balles l'année dernière, par un homme qui diffusait des vidéos racistes et islamophobes et appelait à voter pour le Rassemblement national afin, je le cite, de « virer les immigrés ».

Rappelons-nous, encore, Aboubakar Cissé, assassiné lui aussi en 2025 d'une quarantaine de coups de couteau, alors qu'il priait dans la mosquée de La Grand Combe, où il était bénévole.

Depuis de trop nombreuses années, les idées d'extrême-droite tuent régulièrement dans ce pays. Plus largement, elles désinhibent la violence d'anonymes envers les individus en raison de ce qu'ils sont, ou de ce que l'on pense qu'ils sont.

Notre commune, de ce point de vue, n'est malheureusement pas en reste depuis l'arrivée du Rassemblement National à Ivry. Notre ville, sa population, est régulièrement mise à l'index dans les médias Bolloré. Au sein de l'équipe municipale, nous sommes aussi un certain nombre d'élus à faire désormais l'objet d'insultes ou de menaces de mort, à peu près chaque semaine. L'objectif est clair : intimider, contester la légitimité, chercher à provoquer une forme d'auto-censure dans les engagements que portent les Ivryennes et les Ivryens, et à leur suite la majorité municipale.

Par inversion du stigmate, de trop nombreux progressistes se trouvent interrogé, ces temps-ci, sur la sincérité de leur lutte contre toutes les discriminations. Il n'est certainement pas question ici de « communautarisme », de hiérarchiser les drames, et encore moins d'électoralisme, comme on l'entend beaucoup dans la dernière période.

Il est au contraire question de notre avenir à toutes et tous, de défendre les valeurs républicaines les plus essentielles, et ce qui nous permet de faire société. Car n'en déplaise à celles et ceux qui cherchent à nous diviser, la France est faite de migrations

successives. Ivry s'est aussi construite grâce à ces histoires, à ces femmes et ces hommes, d'ici et d'ailleurs, qui ont contribué à faire notre ville… peu importe leur lieu de naissance ou leur croyance.

Alors que notre pays se trouve probablement à un tournant de son histoire, Ivry prendra toute sa part dans la lutte contre l'extrême-droite, et contre son projet de société fondé par les discriminations raciales et religieuses, à l'opposé de tous les principes démocratiques.

Notre responsabilité, c'est de permettre les rencontres, l'expression des solidarités par-delà les différences. Pas de construire des murs entre les Ivryennes et les Ivryens sur la base de ce qu'ils sont.

Je vous propose à présent d'observer une minute de silence en hommage à Pengo Bossio Wangi, assassiné le 23 octobre dernier, et à toutes les victimes de l'attentat raciste de Trappes et La Verrière.

Je vous remercie.